

## Olivier BOMMELAER à“ AESN

La fin des plaidoyers et le dÃ©but de l'action - Si l'on veut atteindre les Objectifs du MillÃ©naire pour le DÃ©veloppement, il est temps d'arrÃªter les plaidoyers et de se mettre à l'action. H2o-IRC novembre 2004.

La fin des plaidoyers et le dÃ©but de l'action

l'interview de Olivier BOMMELAER

en charge des actions internationales à l'Agence de l'eau Seine-Normandie

AESN - France

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources Nouvelles, IRC - novembre-dÃ©cembre 2004

H2o - janvier 2005

À

Un peu plus de 24 mois après Johannesburg, quel bilan feriez-vous des politiques de coopération internationale en matière d'eau et d'assainissement ?

Entre 2000 (le second forum mondial de l'eau de La Haye) et 2002 (le sommet de Johannesburg, suivi du forum de Kyoto), l'eau a progressivement été mise en relief pour s'inscrire aujourd'hui au premier rang des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Mais il y a un paradoxe : alors que l'on a jamais autant parlé l'eau, on ne s'est aussi jamais autant financièrement engagé dans le secteur. Les grands groupes privés affichent dorénavant à l'égard du secteur un intérêt très mesuré : Bouygues vend la Saur, Suez s'affiche en grand sur l'électricité (qui représente aussi 50% de son activité) et la Générale des Eaux n'est plus qu'une petite partie de Veolia, elle-même petite partie de Vivendi. L'eau n'est pas un secteur qui va bien, l'eau n'est pas un secteur rentable.

Il en va de même de l'aide publique bilatérale. En l'espace de 15 ans, de 1982 à 1997, celle-ci était passée de 500 millions de dollars par an à 2,7 milliards. Elle est, en 2001, retombée à 1,4 milliard. Si dans les grandes agences d'aide, les "alibis" sont relativement aisés ("Nous n'avons pas suffisamment de demandes sur l'eau", "Les Africains ne demandent pas de l'eau, mais de l'électricité et des télécoms"...), il ne faut pas se voiler la face : il n'y a pas d'argent pour l'eau, les gros bailleurs de fonds sont en crise : en l'espace de 3 ans, l'aide annuelle du Japon, le plus grand pays donateur, s'est effondrée de 950 millions de dollars à 300 et quelques millions de dollars. Il en est de même pour l'Allemagne qui a fortement réduit ses engagements... La France, troisième bailleur bilatéral du secteur, fait exception, avec l'engagement du président Chirac au G8 d'Evian de doubler notre aide eau sur l'Afrique, ce qui représenterait près de 200 millions d'euros supplémentaires. De même, le Sénat français vient d'approuver à l'unanimité une proposition de "petite loi" autorisant tous les matériaux douvrages décentralisés et les agences de l'eau à financer des actions de solidarité internationale à concurrence de 1 % de leurs budgets d'eau, (ces contributions seront prélevées sur la facture d'eau). Cette loi attend son tour au Parlement et nous donne beaucoup d'espérance, d'autant qu'elle a constitué une initiative française remarquée à Johannesburg et donnerait des idées à tous nos collègues européens.

Qu'est-ce qui pourrait dans ce contexte stimuler de nouveaux engagements ?

Je juge très positive la Facilité européenne de l'Eau, qui a été entièrement portée par Romano Prodi, avec le soutien de la France et de l'Allemagne. Je crois d'ailleurs que pour les « Grands » de ce monde - j'ai cité Romano Prodi, mais je pourrais encore citer Jacques Chirac, le Prince d'Orange, Bill Clinton... - il n'y a pas photo : l'eau constitue le défi majeur de la planète. Ce sentiment est malheureusement assez mal relayé dans les sphères de la haute administration... C'est pourquoi je pense aussi que 2005 sera une année décisive, marquée de plusieurs échéances importantes dont la 13ème session de la Commission du développement durable qui sera suivie, en septembre, de l'Assemblée générale des Nations unies. Il sera alors temps de mettre un terme aux plaidoyers et de passer à l'action.

Les Agences de l'eau françaises constituent une référence en matière de gestion participative de l'eau. Comment veillez-vous à exporter ce savoir faire, notamment dans les pays en développement ?

L'AESN a co-animé, avec Ps-Eau, le groupe Eau du Comité français du développement durable qui a créé à la base de initiatives préSENT@es à Johannesburg. Nous avons aussi étroitement collaboré à l'initiative européenne de l'eau. Par ailleurs, le modèle même des agences est une importante source d'inspiration pour l'étranger. C'est un modèle très ancien (puisque'il remonte à 1964) et qui est - sans qu'on le sache forcément - très enseigné et diffusé par les universités et les réseaux de savoirs. Peut-on maintenant espérer le dupliquer ? Ce n'est pas un modèle universel mais seulement le fruit d'une histoire institutionnelle. Il porte néanmoins en lui certaines solutions, dont la définition de bassin hydrologique en tant que valeur socio et éco-culturelle, la mise en œuvre du principe de gestion participative et aussi un mécanisme de financement (avec le principe "pollueur-payeur" qui peut s'adapter au contexte local, en se transformant en "naviguant-payeur" ou "irriguant-payeur"). C'est aussi l'idée que la mutualisation de chaque goutte d'eau payée représente en définitive beaucoup d'argent et autant de possibilités d'investissements. L'union fait la force...

Où, selon vous, les défis de l'eau sont-ils les plus pressants ?

En Afrique. Les Africains étaient 250 millions en 1950, 800 millions en 2000 et ils seront vraisemblablement 1,8 milliard en 2050. Le défi est aussi surtout immense en matière d'assainissement. Laisser ces pays à très forte croissance démographique s'empêtrer dans leurs problèmes de pollutions, domestiques mais aussi industrielles et pluviales, c'est accepter de voir à terme une large majorité de la population mondiale vivre dans des cloaques. Ni plus, ni moins. .